

CIRCULAIRE AUX LABORATOIRES

22 juillet 2020

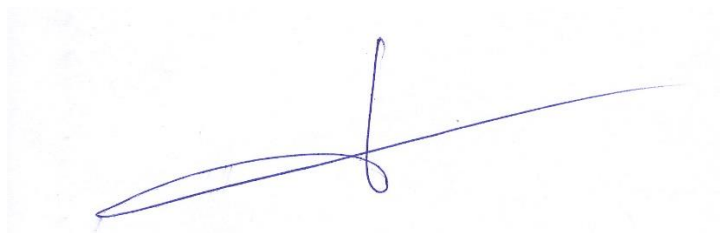
Augmentation de la capacité de tests – possibilité d'adjudication par procédure négociée

Depuis peu, les autorités ont demandé aux laboratoires de biologie clinique d'augmenter leur capacité de tests disponibles pour la détection et le diagnostic du virus COVID-19. En cas de seconde vague d'infections, cela s'avèrera d'un intérêt primordial pour la santé publique.

Afin de réaliser efficacement cette augmentation de capacité, il faudra procéder à l'achat des matériels et réactifs nécessaires. Plusieurs laboratoires ont fait référence à la législation sur les marchés publics en vigueur, qui prévoit des délais stricts en la matière. Toutefois, elle permet également en cas d'urgence de prendre les mesures nécessaires par le biais de procédures négociées.

À la demande de l'INAMI, deux cabinets d'avocats spécialisés ont élaboré un projet de motivation permettant de conclure des accords sur la base d'une procédure négociée, dans le respect de la législation existante en matière de marchés publics, et dans les limites établies par celle-ci.

Vous trouverez cette motivation en annexe, pour information.



Jo De Cock
Administrateur-général
INAMI

Annexe 1 - Motivation recours à la procédure de négociation sans publicité

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et notamment l'article 42, §1, 1°, b), qui permet aux pouvoirs adjudicateurs de recourir à la procédure négociée sans publication préalable, dans la mesure strictement nécessaire, lorsque l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur ne permet pas de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou concurrentielle avec négociation ;

Vu la crise liée au COVID-19 ;

Vu la rapidité avec laquelle une nouvelle vague de contamination pourrait se présenter ;

Vu les statistiques quotidiennes démontrant une augmentation des infections journalières depuis le début du mois de juillet 2020 ;

Vu que la période de vacances actuelle entraîne un brassage de population, qui montre déjà de premiers signes d'augmentation du nombre de cas positifs ;

Vu l'urgence avec laquelle des mesures doivent être prises par l'Etat belge en vue de prévenir la reprise de la pandémie en Belgique (la « seconde vague »), notamment en incitant les vacanciers de retour sur le territoire belge à se faire tester ;

Vu que cette mesure s'accompagne d'un besoin accru en tests de dépistage; Que ce matériel est d'une importance essentielle pour garantir la sécurité et la santé de la population ;

Vu qu'une augmentation de la capacité de tests permettrait un confinement ciblé des personnes infectées et une identification des personnes immunisées contre le virus, nécessaires afin d'endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu qu'en conséquence l'Etat belge a demandé aux institutions hospitalières d'augmenter dans de très brefs délais leur capacité de tests à concurrence de 50.000 par jour ;

Vu que les institutions hospitalières doivent conclure des contrats avec des fournisseurs de matériel nécessaire pour les tests de dépistage le plus rapidement possible afin de pouvoir augmenter leur capacité de tests ;

Vu les difficultés rencontrées par la Belgique afin de se procurer des tests de dépistage durant la première vague de contamination ;

Vu que de nombreux pays mettent en place des procédures de test similaires ;

Vu que les institutions hospitalières doivent en conséquence constituer une réserve de tests suffisamment importante pour garantir la sécurité de la population si une pénurie devait se produire sur le marché à la suite d'une deuxième vague européenne ;

Vu que les quantités commandées par le Pouvoir adjudicateur ont pour seul objectif de garantir l'approvisionnement de la Belgique en matériel nécessaire pour les tests de dépistage en prévision d'une éventuelle nouvelle pénurie sur le marché ;

Vu que cette urgence, compte tenu de l'évolution inquiétante et imprévue actuellement observée en Belgique, dans les pays voisins et les pays comparables à la Belgique et de l'augmentation très inquiétante des infections, est inconciliable avec les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou concurrentielle avec négociation ;

Par conséquent, le recours à la procédure négociée sans publicité et sans mise en concurrence de plusieurs opérateurs économiques est justifié ;